

Gilbert Longhi est proviseur du lycée Jean Lurçat, dans le 13e arrondissement de Paris, professeur en IUFM et chercheur associé en Sciences de l'éducation à l'Université Paris X-Nanterre. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont " Pour une déontologie de l'enseignement " (ESF Editeur, 1998) et " Décrocheurs d'école " (Editions de La Martinière, 2003).

Comment fonctionnent les " classes innovantes " du lycée Jean Lurçat, et depuis quand ?

Ce sont des classes destinées aux élèves " décrocheurs " - je dirais plutôt " raccrocheurs ", puisqu'il s'agit de leur donner l'envie de reprendre des études qui ont été interrompues ou très détériorées. Il y a sept formules - certaines sous forme de classe, d'autres sous forme de programme individualisé - qui vont de la 5e-4e jusqu'à la deuxième année d'université. A côté des 5 classes par niveau, il y a une classe dénommée E.N.V.O.L. (Enseignement de niveau pour une voie d'orientation en lycée) pour ceux qui ne savent pas quel est réellement leur niveau, et une classe dénommée " Le lien " pour des plus jeunes qui sont inscrits au lycée sans faire partie d'une classe, car ils ont besoin de prendre le temps de faire la jonction avec le lycée.

La classe la plus ancienne, le " lycée du temps choisi " pour les élèves de niveau 1ère/Terminal dégoûtés ou saturés d'école avant d'avoir passé le bac, fonctionne depuis 12 ans. La plus récente, qui fonctionne depuis 3 ans, est le " lycée de la solidarité internationale " pour les élèves de niveau 3e/seconde. Ce dernier repose sur le même principe que les classes sport-études : une partie études et une dominante, ici la solidarité internationale, avec des activités en direction des pays en voie de développement, du quart-monde, des ONG humanitaires, etc.. Actuellement, une vingtaine d'élèves rentrent d'un voyage au Sénégal où ils ont installé des capteurs solaires. Le fait d'avoir une activité sociale et altruiste relativise l'importance des matières purement scolaires et redonne de l'estime de soi à des jeunes que l'échec scolaire a dévalorisés.

Quelle différence y a-t-il entre le lycée Jean Lurçat et un autre lycée aux pratiques innovantes comme le Lycée autogéré de Paris, par exemple ?

Tout d'abord, le Lycée autogéré de Paris est rattaché à Jean Lurçat. Il fonctionne sur l'idée d'une alternative pédagogique : les jeunes et leurs parents interviennent dans tous les aspects de la vie de l'établissement : vie scolaire, pédagogie, mais aussi gestion administrative et financière de l'établissement. Il n'est pas nécessaire d'être un élève décrocheur ou en difficulté pour entrer au Lycée autogéré de Paris.

A Jean Lurçat, nous accueillons en classes innovantes 230 élèves qui ont la particularité d'être intégrés à un lycée ordinaire de 1200 élèves. Notre objectif n'est pas de leur offrir une pédagogie alternative, mais de les réconcilier avec une scolarité ordinaire ou " révisée ", c'est-à-dire qui correspond davantage à leurs souhaits.

Quels sont les membres de l'équipe pédagogique ?

L'équipe pédagogique est constituée de professeurs recrutés par l'Education nationale, mais qui d'une part sont volontaires pour venir enseigner chez nous, d'autre part sont eux-mêmes inventeurs de méthodes pédagogiques permettant d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, méthodes qu'ils avaient déjà testées ailleurs. Cette équipe comprend vingt personnes. En revanche le personnel administratif et technique, les infirmières, la documentaliste, etc.. sont ceux de l'ensemble du lycée. De ce fait, les classes innovantes ne coûtent pas plus cher qu'un lycée ordinaire. En fait, elles constituent simplement une section à côté des autres sections classiques. Autrement dit, il ne s'agit pas d'un établissement spécialisé, et cela a en soi une valeur formatrice : les élèves décrocheurs côtoient quotidiennement d'autres élèves qui sont dans un cursus ordinaire, et cela leur donne un signal fort sur la fonction d'intégration de l'école, puisqu'ils ne sont pas l'objet d'une ségrégation.

Mais est-ce suffisant pour leur redonner le goût d'apprendre ? Quels sont les résultats de votre méthode ?

Les résultats sont les suivants : 100% de nos élèves ont, à la fin de l'année scolaire, un débouché consenti, et non imposé. En ce qui concerne les examens, baccalauréat et brevet des collèges, nous avons des résultats identiques à ceux de l'académie. Les résultats sont donc positifs. Ceci étant, l'important, au-delà des résultats, est aussi de savoir ce qui se serait passé pour l'élève si nous n'avions pas été là.

Mais qu'est-ce qui fait que cela marche ?

Ce qui fait que cela marche, c'est d'une part l'adéquation entre leur désir d'école qui renaît et ce que nous savons faire : ils peuvent poursuivre leur rêve mais doivent perdre quelques illusions. D'autre part, c'est la confiance que leur font leurs parents, qui ne doivent pas être crispés sur une idée stéréotypée de la scolarité. Un parent m'a dit récemment : " Avant je préférais le bac, maintenant je préfère mon fils ". Enfin, c'est le discernement - plutôt que la motivation - : le jeune sait où il était, où il veut aller, et ce qu'il vient faire ici. Son passé n'est pas un passif, l'ancien échec n'est plus un drame ; le présent est constructif, et il se projette dans le futur. C'est cet ensemble - le lycée, les parents, lui-même - qui fait que ça marche. Il s'agit en fait de leur proposer " moins d'école pour plus d'études " : en allégeant la pression concernant les performances scolaires, en leur laissant le temps de faire autre chose dans le temps scolaire, l'élève investit davantage ses études sur le long terme. Nous ne réduisons pas les jeunes à leur livret scolaire, à leur statut d'élèves, car ils ne sont pas que cela. Ils sont avant tout des êtres humains.

Quelle est l'origine de cette pédagogie ?

C'est une pédagogie " clinique ", née uniquement de l'expérience. L'idée de départ était de lutter contre les traumatismes de l'orientation : un jeune mis contre son gré dans une filière qui ne lui convient pas à tendance à l'absentéisme, puis à l'abandon. Il s'agissait donc de leur permettre de formuler à nouveau leur projet, et de le vivre. Ensuite nous est venue l'idée du moratoire : faire table rase du passif sans nier le passé. Les choses se sont succédées ainsi, sans que nous ayons conceptualisé quoique ce soit. Il n'y a pas de théorie, pas de doctrine ; tout est basé sur l'observation.

De même, il n'y a pas eu un moment précis où le Lycée Jean Lurçat a fonctionné ainsi ; il y a eu une mise en commun de différents projets, d'expériences réussies ici ou là, et petit à petit, les moyens ont suivis. Il a fallu 12 ans pour que notre méthode s'élabore, en réponse à une

demande de la part des familles, et non par désir d'expérimentation pédagogique de la part des enseignants. Là où il y a des difficultés, des " bouchons " - au milieu du collège, en fin de 3e, au niveau du DEUG -, nous proposons des solutions. En fait, notre concept de base, c'est le tire-bouchon !

Y a-t-il davantage de " bouchons " qu'auparavant et quelles sont, d'après vous, les causes du décrochage scolaire ?

Il y a chaque année 60 000 nouveaux élèves qui décrochent. Ce qui a changé, c'est surtout la nature du décrochage. Il y a une quinzaine d'années, les élèves décrocheurs étaient issus de milieux défavorisés : ils étaient écrasés par un système éducatif qui était illisible pour leurs familles. Actuellement, depuis environ 7 ans, la majorité des élèves décrocheurs sont issus de classes moyennes ou supérieures, et plus particulièrement des milieux artistiques, des milieux de la communication/journalisme/publicité, et du milieu enseignant. Ces familles-là comprennent parfaitement le système, elles sont d'un niveau universitaire élevé et d'un niveau social enviable. Alors, pourquoi leurs enfants décrochent-ils ? Parce qu'ils sont victimes de ce que j'appelle la " maladie nosocomiale " de l'école : leurs enfants sont soumis à une pression familiale énorme, qui a sur eux les mêmes effets que la pression subie par les élèves des classes préparatoires. Ils ne supportent plus les contraintes de l'école (rivalité entre les lycées, sur-valorisation de certaines filières, sélectivité, etc.) alors qu'ils ont les capacités intellectuelles pour suivre une scolarité normale. Il se met alors en place un processus psychologique fait de stress et de dépréciation de soi. Le plus souvent, les parents résolvent cela soit par une orientation vers une filière professionnelle, soit par l'argent (lycée privé, cours particuliers, stages). Malgré cela, il reste 60 000 jeunes pour lesquelles ces solutions ne suffisent pas. C'est un processus grave, qu'il ne faut pas confondre avec la rébellion des pré-adolescents qui, elle, se rattrape facilement.

C'est donc tout notre système qu'il faut revoir ?

Non, parce que notre système fonctionne bien pour 80% des enfants. Mais pour les 20% restants, c'est la catastrophe.

Pourquoi n'y a-t-il pas davantage de classes comme les vôtres ?

Pour deux raisons. La première est que la plupart des lycées préfèrent s'investir dans la formation continue pour adultes (les GRETA), qui rapporte de l'argent. Les élèves décrocheurs n'en rapportent pas.

La seconde est qu'en matière d'orientation scolaire, les élèves sont infantilisés : ce sont les adultes qui décident pour eux. Comment expliquer autrement que 30% des élèves qui entrent dans un lycée professionnel en ressortent sans diplôme, et que 50% des élèves de lycée d'enseignement professionnel n'exerceront pas le métier pour lequel ils ont été formés ? On sait parfaitement responsabiliser les jeunes lorsqu'ils s'agit de comportements sexuels, ou encore de citoyenneté. Mais lorsqu'il s'agit d'orientation, d'une part on ne s'appuie que sur les résultats scolaires, qui sont sur-valorisés, et d'autre part on forme les jeunes en fonction des besoins de la société, sans se soucier de leurs projets à eux.

Que pourrait-on faire ?

On pourrait ne pas brandir l'orientation comme une menace, mais appliquer à la lettre les textes qui exigent l'adhésion de la famille - donc de l'élève - à un projet professionnel. On

pourrait créer desières d'adaptation pour toutes les sections, pas seulement pour les sections professionnelles. On pourrait ne redoubler que certaines matières - celles où l'élève est en difficulté - au lieu de redoubler une année entière. On pourrait aussi valoriser les acquis de l'expérience, par exemple les activités musicales ou sportives, la pratique associative, ou encore le travail des élèves qui ont un job en plus de leurs études. Il faut valoriser tout ce qui est bon pour leur avenir. La formation d'un jeune n'est pas faite que de notes en histoire/géographie, mais cela, les adultes ont du mal à l'accepter.